

La Chine, la Russie et la Turquie ne sont pas invitées à participer au Summit for democracy à Washington, la Hongrie non plus.

Le *Summit for Democracy*, organisé par les États-Unis à Washington les 9 et 10 décembre, réunira plus d'une centaine de pays, dont [la liste](#) a été dévoilée le 23 novembre sur le site du département d'État américain. Des dirigeants de gouvernement, de la société civile et du secteur privé sont invités à se pencher sur les trois objectifs du sommet : se défendre contre l'autoritarisme, lutter contre la corruption et promouvoir le respect des droits de l'homme.

De tous les pays de l'Union européenne, la Hongrie est le seul qui n'a pas été invité au sommet, auquel participeront l'Ukraine voisine et les pays des Balkans (Serbie, Macédoine du Nord, Albanie...) à l'exception de la Bosnie-Herzégovine.

Le journal hongrois de gauche *Népszava* a demandé à la secrétaire d'État aux droits de l'homme Uzra Zeya pourquoi la Pologne a été invitée à participer au Sommet pour la démocratie, mais pas la Hongrie, alors que les deux pays font face à des procédures d'infraction lancées par l'Union européenne pour des soupçons de violations systémiques de l'État de droit. L'administration états-unienne n'a pas répondu à la sollicitation de *Népszava*.

Dans [son rapport annuel de 2020](#), l'influente organisation non-gouvernementale états-unienne Freedom House faisait le constat d'« une rupture démocratique dramatique en Europe centrale dans les Balkans et en Eurasie ». La Pologne était rétrogradée de la catégorie des « démocraties consolidées » au groupe des « démocraties semi-consolidées » et la Hongrie glissait des « démocraties semi-consolidées » aux « régimes hybrides », aux côtés de la Serbie et du Monténégro, qui eux seront représentés à Washington les 9 et 10 décembre.

[Freedom House : la Hongrie n'est plus une démocratie mais un « régime hybride »](#)